

**COMMUNIQUE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA BANQUE CENTRALE DE TUNISIE
REUNI LE 18 JANVIER 2012**

Le Conseil a passé en revue, au début de ses travaux, le bilan économique de l'année 2011 qui a été caractérisé par une évolution négative de la production et des exportations pour la plupart des secteurs, un repli de l'investissement tant intérieur qu'étranger et des créations d'emplois ainsi qu'une dégradation des équilibres financiers compte tenu de la conjoncture exceptionnelle qu'a connue le pays. Aussi, les dernières prévisions tablent-elles sur une croissance négative.

Le Conseil a noté, en particulier, l'augmentation du déficit courant des paiements extérieurs pour s'élever à 7,1% du PIB en 2011, en relation avec la contraction des exportations des industries non manufacturières et des services, ce qui s'est traduit par une baisse du niveau des avoirs en devises à environ 10.582 MDT ou l'équivalent de 113 jours d'importation contre 147 jours une année auparavant.

Sur le plan monétaire, le rythme de progression de la masse monétaire M3 et des concours à l'économie s'est ralenti, atteignant, respectivement, 7,9% et 13,2%, au terme de l'année 2011. Les besoins des banques en liquidités se sont nettement accrus, nécessitant des interventions plus importantes de la Banque Centrale sur le marché monétaire portant sur une enveloppe moyenne de 3.604 MDT en décembre 2011 et de 3.893 MDT durant les seize premiers jours du mois de janvier courant et ce, afin de permettre au secteur bancaire de fournir les financements nécessaires aux entreprises et aux investisseurs. Le taux d'intérêt moyen sur ce marché s'est situé à 3,19% depuis le début du mois de janvier courant contre 3,23% pour le mois de décembre 2011.

S'agissant de l'évolution des prix et après les pressions enregistrées depuis l'été dernier sur les prix de certains produits, notamment alimentaires, le niveau de l'inflation s'est établi à 3,5% pour l'ensemble de l'année 2011 contre 4,4% l'année précédente.

Le Conseil a examiné, également, les perspectives d'évolution de l'économie nationale pour l'année 2012, qui malgré un début de stabilisation au niveau politique, reste marquée par la poursuite des pressions sociales et par les difficultés de l'environnement international, surtout dans les pays de la zone euro connaissant récemment une dégradation de la notation financière de plusieurs pays en relation avec la crise de la dette souveraine.

A la lumière de ces évolutions, le Conseil d'Administration a décidé de maintenir inchangé le taux d'intérêt directeur de la Banque Centrale de Tunisie, mettant l'accent sur la nécessité de la mobilisation par le secteur bancaire de ressources à long terme lui permettant de poursuivre son rôle de financement de l'économie. Par ailleurs, le Conseil recommande d'œuvrer à l'élaboration d'un schéma de développement et l'adoption d'une politique économique et financière claire tout en mettant en place un programme de financement qui tient compte des capacités du pays à mobiliser des ressources intérieures et extérieures et à préserver les équilibres globaux. De même, le Conseil insiste sur l'indispensable conjugaison des efforts pour garantir le rétablissement de la stabilité sécuritaire et sociale afin de permettre la reprise du rythme normal de l'activité économique dans les plus brefs délais.

(Pour plus de données sur la conjoncture économique et financière, consulter le site web de la Banque Centrale de Tunisie www.bct.gov.tn)

**COMMUNIQUE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA BANQUE CENTRALE DE TUNISIE
REUNI LE 15 FEVRIER 2012**

Le Conseil a passé en revue les derniers développements de la situation économique et financière nationale relevant l'apparition de prémices d'amélioration de l'économie nationale au début de l'année en cours à travers la progression du rythme des échanges commerciaux avec l'extérieur, surtout l'accroissement des exportations des industries manufacturières et des importations de biens d'équipement et de matières premières et demi-produits ainsi que l'augmentation de certains indicateurs de l'activité touristique. Il a noté que ces indicateurs devront être consolidés et que la vigilance reste de mise compte tenu de la persistance des tensions inflationnistes en janvier 2012 et ce, en relation avec l'augmentation du niveau des prix de certains produits alimentaires.

Par ailleurs, les paiements extérieurs ont connu, durant la même période, un élargissement du déficit courant se traduisant par la poursuite de la baisse des avoirs nets en devises dont le niveau est revenu, le 14 février courant, à 10.341 MDT ou l'équivalent de 109 jours d'importation contre 113 jours à la fin de l'année écoulée.

Sur le plan monétaire, la contraction de la liquidité bancaire s'est poursuivie en février 2012, nécessitant une intervention accrue de la Banque centrale qui a injecté une enveloppe moyenne sur le marché monétaire de 3.873 MDT au cours des treize premiers jours du mois contre 3.743 MDT en janvier. Les tensions sur le marché monétaire se sont traduites par une hausse du taux d'intérêt au jour le jour pour atteindre 3,71% contre une moyenne de 3,16% en janvier.

A la lumière de ces évolutions, le Conseil d'Administration a décidé de maintenir inchangé le taux d'intérêt directeur de la Banque Centrale de Tunisie, mettant l'accent sur la nécessité d'œuvrer à la consolidation des signes de reprise du rythme de la croissance en garantissant un climat rassurant pour les investisseurs et la

surveillance de l'évolution des prix recommandant de renforcer le contrôle des circuits de distribution. Il rappelle également l'importance de la poursuite des efforts du secteur bancaire et financier à mobiliser les ressources nécessaires afin de fournir les financements requis pour soutenir l'activité des entreprises et assurer la relance de l'investissement privé.

(Pour plus de données sur la conjoncture économique et financière, consulter le site web de la Banque Centrale de Tunisie www.bct.gov.tn)

**COMMUNIQUE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA BANQUE CENTRALE DE TUNISIE
REUNI LE 21 MARS 2012**

Le Conseil a passé en revue l'évolution de la conjoncture économique et financière nationale, et a pris acte de la poursuite de l'amélioration d'un certain nombre d'indicateurs de l'activité économique par comparaison aux années 2010 et 2011. En particulier, le secteur des industries manufacturières qui a enregistré une progression tant au niveau de la production que des exportations, le tourisme qui affiche un accroissement au niveau des entrées et des recettes en devises ainsi que les importations de biens d'équipement et des matières premières et demi-produits qui se sont inscrites en hausse.

En revanche, l'accroissement à un rythme accéléré des importations jusqu'au terme du mois de février de l'année en cours, a entraîné un élargissement du déficit de la balance des paiements courants qui a atteint 1,5% du PIB. En conséquence, le niveau des avoirs nets en devises a continué à baisser revenant à 10.246 MDT ou l'équivalent de 10 jours d'importation contre 113 jours à fin décembre de l'année précédente.

Sur le plan monétaire, l'intervention de la Banque Centrale de Tunisie sur le marché monétaire a baissé durant la première moitié du mois de mars courant portant sur une injection moyenne de liquidité sur le marché de 3.729 MDT contre 3.917 MDT en février. Le taux d'intérêt moyen s'est élevé au cours de cette période à 3,51% contre 3,42% pour le mois de février.

En ce qui concerne l'évolution des prix, le taux d'inflation a atteint 5,4%, durant les deux premiers mois de l'année en cours, contre 3,2% pour la même période de l'an passé, sous l'effet surtout de la persistance des pressions sur les prix de certains produits alimentaires frais. Le taux d'inflation hors produits alimentaires s'étant maintenu au niveau de 4,1% pour le deuxième mois consécutif.

A la lumière de ces évolutions, le Conseil d'Administration a décidé de maintenir inchangé le taux d'intérêt directeur de la Banque Centrale de Tunisie et a recommandé de suivre de près l'évolution de l'inflation et d'œuvrer à en maîtriser les facteurs sous-jacents. Il a recommandé également de soutenir le secteur bancaire en vue de poursuivre le financement de l'activité économique.

(Pour plus de données sur la conjoncture économique et financière, consulter le site web de la Banque Centrale de Tunisie www.bct.gov.tn)

**COMMUNIQUE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA BANQUE CENTRALE DE TUNISIE
REUNI LE 18 AVRIL 2012**

Le Conseil a examiné l'évolution de la situation économique et financière nationale durant le premier trimestre de l'année en cours ; situation qui a enregistré récemment un ralentissement de certains indicateurs relatifs notamment à la production et à l'exportation des industries manufacturières et des services en particulier le transport, alors que d'autres indicateurs, à l'instar de l'activité touristique et les importations de biens d'équipement, continuent à progresser.

Le Conseil a également relevé la poursuite de l'accroissement des importations à un rythme accéléré tandis que les exportations des industries manufacturières, en particulier les industries mécaniques et électriques et du textile et habillement, ont accusé une baisse sensible depuis le mois de mars; ce qui a contribué à l'aggravation du déficit des paiements courants. Ce dernier a, en effet, atteint 2,3% du PIB au cours du premier trimestre de l'année en cours, engendrant une baisse des avoirs nets en devises qui sont revenus à 9.947 MDT ou l'équivalent de 101 jours d'importations contre 113 jours à la fin de 2011.

A cet égard, le Conseil a souligné que ces évolutions sont de nature à accentuer les pressions sur le secteur extérieur et nécessiteraient, si elles se poursuivent, la mobilisation d'importantes ressources extérieures pour le reste de l'année.

Sur plan monétaire et bancaire, il a été enregistré une baisse des dépôts et une augmentation des crédits non performants ; ce qui a engendré des pressions sur la liquidité des banques et partant sur leur capacité à financer l'économie. Sous l'effet de ces pressions, le taux d'intérêt moyen du marché monétaire a enregistré une hausse pour atteindre 3,73% depuis le début du mois d'avril contre 3,48% le mois précédent et ce, en dépit de la poursuite de l'intervention de la Banque Centrale sur le marché monétaire pour de 3,4 milliards de dinars en moyenne par jour depuis le début du mois de mars.

En ce qui concerne l'évolution des prix, le taux d'inflation s'est maintenu, à fin mars 2012, à un niveau élevé de 5,4%. Hors produits alimentaires frais, il s'est situé à 4,0%.

A la lumière de ces évolutions, le Conseil d'Administration a décidé de maintenir le taux d'intérêt directeur de la Banque Centrale de Tunisie inchangé, soulignant la nécessité de veiller à la maîtrise des facteurs contribuant à la hausse des prix et de poursuivre une politique monétaire prudente. Il recommande, également, d'œuvrer à l'amélioration du climat de l'investissement et d'accélérer le lancement des projets programmés dans le cadre de la Loi des Finances Complémentaire en vue de dynamiser l'activité économique et soutenir les créations d'emplois.

(Pour plus de données sur la conjoncture économique et financière, consulter le site web de la Banque Centrale de Tunisie www.bct.gov.tn)

COMMUNIQUE
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA BANQUE CENTRALE DE TUNISIE
REUNI LE 16 MAI 2012

Le Conseil a examiné les récentes évolutions de la situation économique et financière à l'échelle nationale et a enregistré l'amélioration relative de la production au niveau du secteur agricole et la poursuite de l'évolution positive des indicateurs de l'activité touristique. En revanche, les retombées négatives de la récession économique dans la Zone euro sur le secteur industriel ont continué, au cours du mois d'avril, comme en témoigne la baisse des exportations des industries mécaniques et électriques et celles du secteur du textile et habillement.

L'accroissement des importations au cours des quatre premiers mois de 2012 à un rythme plus rapide que celui des exportations a engendré un creusement du déficit courant, se situant à 3% du PIB contre 2,5% une année auparavant. Néanmoins, et compte tenu de l'amélioration du compte de capital et des opérations financières avec l'extérieur, le niveau des réserves nettes en devises s'est situé, le 15 mai courant, à 9.857 MDT, soit 101 jours d'importation.

Sur le plan monétaire, les pressions exercées sur la liquidité bancaire se sont poursuivies durant le mois d'avril, nécessitant une intervention accrue de la Banque Centrale qui a injecté un montant moyen de 3.462 MDT contre 3.351 MDT le mois précédent. Depuis le début du mois de mai, ces pressions se sont poursuivies avec plus d'acuité, augmentant davantage les besoins de refinancement des banques auprès de la Banque Centrale. En conséquence, le taux d'intérêt moyen sur le marché monétaire a connu une hausse au cours

de cette période pour s'élever à 3,72% contre 3,64% au cours du mois d'avril.

Sur un autre plan, les dépôts auprès du secteur bancaire ont connu une légère progression de 3,5% tandis que les crédits ont enregistré une décélération de leur rythme de progression avec une concentration de l'accroissement au niveau des crédits à la consommation, des découverts bancaires et des impayés.

S'agissant de l'évolution des prix, les pressions inflationnistes se sont poursuivies avec une hausse de l'indice général des prix à la consommation de 5,7% à fin avril contre 5,4% en mars. Ces pressions ont concerné outre les prix des produits alimentaires frais, les autres produits non encadrés qui ont augmenté de 5,5%.

A la lumière de ces évolutions, le Conseil d'Administration a décidé de maintenir le taux d'intérêt directeur de la Banque Centrale de Tunisie inchangé, tout en insistant sur la nécessité de suivre de près l'évolution des pressions inflationnistes, qui exigeraient, si elles persistent, des mesures au niveau de la politique monétaire.

**COMMUNIQUE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA BANQUE CENTRALE DE TUNISIE
REUNI LE 27 JUIN 2012**

Le Conseil d'Administration a passé en revue les dernières évolutions de la situation économique et financière nationale qui a été marquée par la bonne tenue de la saison agricole et la consolidation du rythme de l'activité dans le secteur des services, notamment le tourisme et le transport, ainsi que par la progression des investissements directs étrangers. Il a noté, également, la poursuite de la baisse de la production et des exportations du secteur industriel au cours des derniers mois, surtout pour les industries manufacturières orientées vers l'exportation et ce, sous l'effet de la récession économique dans la Zone Euro.

La poursuite de l'augmentation des importations à un rythme plus élevé que celui des exportations a contribué à l'élargissement du déficit courant qui a atteint 4% du PIB au terme des cinq premiers mois de l'année en cours contre 3% au terme de la même période de 2011, exerçant ainsi des pressions sur les avoirs nets en devises. En revanche, l'excédent des opérations en capital avec l'extérieur a permis de contenir ces pressions et de maintenir les avoirs nets en devises au niveau de 10 milliards de dinars, soit l'équivalent de 100 jours d'importation à la date du 25 juin 2012.

Sur le plan monétaire, le Conseil a enregistré le ralentissement du rythme des concours à l'économie, soit 4,2% contre 7,1% au cours de la même période de 2011, ainsi que l'accroissement des crédits impayés et non performants.

Face à ces évolutions, la Banque centrale a intensifié son intervention sur le marché monétaire par l'injection d'une enveloppe moyenne de liquidité de 4,8 milliards de dinars jusqu'au 2 juin 2012. Aussi, le taux d'intérêt au jour le jour sur ce marché a-t-il augmenté pour atteindre 3,74% en moyenne au cours de la même période.

Concernant l'évolution des prix, le Conseil a relevé la détente des pressions inflationnistes et le début du repli de la hausse du taux d'inflation qui est revenue de 5,7% en glissement annuel au mois d'avril à 5, % en mai suite à la baisse des prix des produits alimentaires frais.

A la lumière de ces évolutions, le Conseil d'Administration a décidé de maintenir inchangé le taux d'intérêt directeur de la Banque centrale de Tunisie.

Sur un autre plan, le Conseil a passé en revue l'avancement de l'exécution du programme de restructuration du secteur bancaire, surtout en matière de gouvernance, et a décidé un ensemble de nouvelles mesures visant à consolider les fonds propres des banques et à renforcer les règles prudentielles à mettre en œuvre progressivement.

(Pour plus de données sur la conjoncture économique et financière, consulter le site web de la Banque Centrale de Tunisie www.bct.gov.tn)

**COMMUNIQUE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA BANQUE CENTRALE DE TUNISIE
REUNI LE 31 JUILLET 2012**

Lors de l'examen des dernières évolutions de la situation économique et financière nationale, le Conseil d'Administration a enregistré la continuité de la consolidation de certains indicateurs d'activité dans le secteur des services, surtout le tourisme et le transport, en relation avec la haute saison touristique, ainsi que la hausse des exportations de l'énergie. Le Conseil a noté par ailleurs la persistance des retombées de la récession économique dans un certains pays partenaires européens sur la production et les exportations des industries manufacturières, notamment celles du textile, cuirs et chaussures et des industries mécaniques et électriques, outre la baisse des exportations du secteur des mines, phosphate et dérivés depuis le mois de mai dernier.

Ces évolutions ont contribué, parallèlement à l'affermissement du rythme des importations, à l'élargissement du déficit courant qui a atteint 4,8% du P B durant la première moitié de l'année en cours contre 3,6% pour la même période de 2011. Toutefois et en dépit de ces pressions, les avoirs nets en devises se sont stabilisés au niveau de 10.262 MDT ou l'équivalent de 102 jours d'importation à la date du 30 juillet 2012 et ce, grâce à la consolidation de l'excédent de la balance des opérations en capital et financières.

Sur le plan monétaire, le Conseil a relevé l'accroissement des besoins des banques en liquidités, ce qui a amené la Banque centrale à intensifier son intervention sur le marché monétaire par l'injection d'une enveloppe quotidienne moyenne de 4.788 MDT au cours du

mois de juin dernier. Aussi, le taux d'intérêt moyen sur ce marché est-il revenu à 3,64% durant le même mois contre 3,74% en mai.

Concernant l'évolution des prix, le Conseil a enregistré une légère détente des pressions inflationnistes au cours du mois de juin durant lequel le glissement des prix est revenu à 5,4% contre 5,6% le mois précédent.

A la lumière de ces évolutions, le Conseil d'Administration a décidé de maintenir inchangé le taux d'intérêt directeur de la Banque centrale de Tunisie.

(Pour plus de données sur la conjoncture économique et financière, consulter le site web de la Banque Centrale de Tunisie www.bct.gov.tn)

COMMUNIQUÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE CENTRALE DE TUNISIE REUNI LE MERCREDI 29 AOÛT 2012

Lors de l'examen des dernières évolutions de la situation économique et financière nationale, le Conseil d'Administration a enregistré la poursuite de la consolidation de certains indicateurs relatifs à l'importance de la production agricole notamment céréalière et l'affermissement du rythme d'activité dans le secteur des services en rapport, en particulier, avec la poursuite du bon déroulement de la saison touristique ainsi qu'aux signes de reprise du rythme de l'investissement par le biais de la hausse des flux d'investissements directs étrangers.

L'amélioration de ces facteurs reflète une évolution positive qui reflète une mutation de l'économie d'une période de récession et de stagnation qui a marqué l'année 2011 vers une nouvelle dynamique de développement ce qui va permettre la réalisation d'un taux de croissance positif de l'ordre 3,5% tel que prévu par le budget économique pour l'année 2012.

Toutefois, certaines évolutions défavorables observées dans le processus du développement en Tunisie doivent être suivies de près, notamment la situation des paiements extérieurs.

Dans ce contexte, le Conseil a relevé la poursuite de la hausse des importations au cours des sept premiers mois de l'année 2012 14, % contre 3,4% un an auparavant, notamment les importations de l'énergie, des produits de consommation et des biens d'équipement, à un rythme plus rapide que celui des exportations (3,7% contre 10,2%) relatives aux secteurs du textile, habillement, cuir et chaussures et des industries mécaniques et électriques qui ont été affectées par le repli de la demande extérieure notamment celle provenant de la Zone Euro.

Par ailleurs, et en dépit des excédents enregistrés au niveau de la balance des services et de la balance des revenus des facteurs et des transferts courants en rapport avec la hausse des recettes touristiques et des revenus de travail, le déficit courant s'est aggravé pour atteindre 3.663 MDT ou 5,2% du PIB durant les sept premiers mois de l'année en cours contre 2.369 MDT et 3,7% au cours de la même période de l'année 2011.

Néanmoins et malgré ces pressions, les avoirs nets en devises se sont stabilisés au niveau de 10.333 MDT ou l'équivalent de 102 jours d'importation à la date du 28 août 2012. Toutefois, il est impératif d'œuvrer à la maîtrise du déficit courant et particulièrement le déficit commercial en vue de limiter ses effets sur les équilibres extérieurs.

Sur le plan monétaire, le Conseil a relevé l'accroissement des besoins des banques en liquidité, ce qui a amené la Banque centrale à poursuivre ses injections pour la couverture de ces besoins qui ont atteint 5.255 MDT au cours des 28 premiers jours du mois d'août contre 5.185 MDT au cours du mois de juillet dernier et 4.788 MDT au cours du mois de juin 2012.

Par ailleurs, les concours à l'économie ont poursuivi leur hausse au cours des sept premiers mois de l'année 2012 3% à un rythme moins rapide que celui enregistré au cours de la même période de l'année 2011 3%. Il est à noter que le taux enregistré en 2011 comprend, en grande partie, le financement de deux importantes opérations portant sur l'acquisition

d'un navire de la part de la Compagnie Tunisienne de Navigation et l'acquisition d'actions d'un opérateur de téléphonie mobile.

Par ailleurs et suite aux pressions enregistrées sur le marché monétaire, le taux d'intérêt a poursuivi sa hausse pour atteindre 3,85% au cours du mois de juillet dernier contre 3,64% au cours du mois de juin 2012. Ce taux a atteint le 28 août courant 3,98%.

Eu égard à la situation de liquidité enregistrée sur le marché monétaire, le Conseil recommande de prendre les mesures nécessaires pour une politique monétaire plus active accompagnée d'une rationalisation des interventions de la Banque Centrale, pour tenir compte des décaissements des dotations prévues par le budget de l'Etat et ce, dans le cadre de la réalisation des projets programmés dans la loi de finances complémentaire pour l'année 2012.

Ainsi et afin de garantir la stabilité financière escomptée, le Conseil a insisté sur la nécessité d'œuvrer à la coordination entre les politiques économiques et la politique monétaire.

Concernant l'évolution des prix, le Conseil a enregistré la poursuite des pressions inflationnistes au cours du mois de juillet durant lequel le glissement annuel de l'indice général des prix s'est élevé à 5,6 % contre 5,4% au cours du mois de juin 2012 en relation, notamment, avec la hausse des prix des produits alimentaires. Encore faut-il signaler, à cet égard, que toutes les données disponibles relatives à la demande intérieure et l'évolution des prix de certains produits de base sur les marchés internationaux laissent prévoir une poursuite des pressions inflationnistes au cours de la période à venir.

A la lumière de ces évolutions, le Conseil d'Administration a décidé de relever de 25 points de base le taux d'intérêt directeur de la Banque Centrale de Tunisie, pour le porter à 3,75%. Il a également mis l'accent sur la nécessité d'assurer un suivi rapproché des facteurs de pression sur l'évolution de la liquidité bancaire et du niveau des prix.

(Pour plus de données sur la conjoncture économique et financière, veuillez consulter le

site web de la Banque Centrale de Tunisie www.bct.gov.tn)

COMMUNIQUE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE CENTRALE DE TUNISIE REUNI LE 28 SEPTEMBRE 2012

Le Conseil a examiné les derniers développements de la situation économique et financière sur le plan international et national et a enregistré la poursuite des pressions sur le rythme de la croissance et les marchés du travail dans les pays industrialisés, ce qui a amené les principales banques centrales à prendre de nouvelles mesures d'assouplissement monétaire pour relancer l'activité économique et limiter les effets de la crise de l'endettement public dans la Zone Euro. Pour leur part, les prix du pétrole ont connu récemment un certain repli tout en restant à des niveaux élevés.

Sur le plan national, le Conseil a noté l'évolution positive d'un certain nombre d'indicateurs économiques concernant surtout l'amélioration, récemment, du rythme de la production et des exportations des industries non manufacturières et la poursuite de la bonne tenue des secteurs agricole et des services, ce qui a contribué à la réalisation d'un taux de croissance de 3,3% au cours du premier semestre 2012 et à la réduction du taux de change de 0,5 point de pourcentage au terme du second semestre de l'année au cours. Par ailleurs, une consolidation de ce rythme d'évolution est attendue au cours du dernier trimestre de l'année si on tient compte de la disposition de l'Etat à achever l'exécution des investissements programmés dans la loi des finances complémentaire et de commencer le tirage et l'utilisation d'importants montants sur les ressources extérieures mobilisées.

En revanche, le conseil a noté la persistance des pressions sur l'équilibre du secteur extérieur, la liquidité bancaire et le niveau des prix à la consommation.

En effet sur le plan des paiements extérieurs, le déficit commercial a accusé un élargissement de plus de 50% durant les huit premiers mois de l'année en cours suite à la progression des importations à un rythme rapide par rapport aux exportations, ce qui a engendré une augmentation du déficit courant pour atteindre près de 4.000 MDT ou 5,6% du PIB contre 3,9% un an plus tôt. Il en est résulté une baisse du niveau des avoirs nets en devises, revenant à 9.810 MDT et 96 jours d'importations le 26 septembre 2012 contre 13.003 MDT ou 147 jours d'importations et 10.582 MDT ou 113 jours au terme des années 2010 et 2011, respectivement.

Sur le plan monétaire, la hausse des besoins de liquidité chez les banques s'est poursuivie en septembre 2012 nécessitant l'intervention de la Banque Centrale sur le marché monétaire par l'injection d'importants montants ayant dépassé, au cours de ce mois et pour le troisième mois consécutif, le seuil des 5.000 MDT. Le taux d'intérêt moyen sur ce marché a atteint 3,99% en septembre contre 3,88% au mois d'août.

Pour ce qui est de l'évolution des prix, le Conseil a enregistré la persistance des pressions inflationnistes avec un glissement annuel de l'indice général des prix à la consommation atteignant 5,6% au mois d'août 2012 contre 3,2% une année auparavant. Il est, par ailleurs, attendu que ces pressions continuent au cours des prochains mois en relation avec l'ajustement des prix de quelques produits et la hausse des prix de certains produits importés, ainsi qu'avec l'augmentation prévue des salaires.

A la lumière de ces évolutions, le Conseil a décidé de maintenir, pour le moment, inchangé le taux d'intérêt directeur de la Banque Centrale tout en continuant à fournir la liquidité nécessaire au secteur bancaire pour soutenir l'activité économique.

(Pour plus de données sur la conjoncture économique et financière, consulter le site web de la Banque Centrale de Tunisie www.bct.gov.tn)

COMMUNIQUE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE CENTRALE DE TUNISIE REUNI LE 31 OCTOBRE 2012

Au début de ses travaux, le Conseil a passé en revue les évolutions de la conjoncture internationale notant la persistance des pressions liées au ralentissement de l'économie mondiale, surtout en Europe, et le maintien du chômage à des niveaux élevés ainsi que la poursuite de la volatilité des marchés financiers internationaux en relation avec la crise de l'endettement public dans la Zone Euro.

Concernant l'économie nationale, le Conseil a relevé l'évolution positive de l'activité surtout dans les secteurs agricole et industriel avec la hausse de l'indice de la production industrielle de 1,1% durant les sept premiers mois de l'année en cours, notamment dans le secteur minier, ainsi que dans les activités des services comme le tourisme (augmentation des nuitées de 55% et des recettes de 35% jusqu'au 10 octobre 2012) et le transport, concomitamment avec des indicateurs reflétant l'amélioration du rythme de l'investissement à l'instar de la hausse des flux des IDE et des importations des biens d'équipement et des matières premières et demi-produits.

Par ailleurs, le Conseil a noté le maintien de la notation souveraine de la Tunisie dans le grade d'investissement par deux agences de notation financière internationales et la préservation de son premier rang, sur le plan africain et maghrébin, au classement de l'indice du climat des affaires de la Banque mondiale pour l'année 2013 et ce, malgré la perte de cinq places par rapport à 2012.

En revanche, le Conseil a enregistré la persistance des pressions sur les équilibres financiers, en rapport avec la poursuite de l'élargissement du déficit des paiements courants et la baisse des avoirs nets en devises, ainsi que la montée des pressions inflationnistes.

A cet égard et parallèlement à la reprise du rythme des exportations des industries du textile, habillement et des industries mécaniques et électriques au cours du mois de septembre et au début du mois d'octobre de l'année en cours par rapport à la même période de l'an passé (augmentation de 5,9% et 12,2%, respectivement, en septembre 2012), l'accroissement des importations de l'énergie, des biens d'équipements et des biens de consommation s'est poursuivi à un rythme plus accentué, ce qui a entraîné un élargissement sensible du déficit courant pour atteindre 4.557 MDT ou 6,4% du PIB au cours des neuf premiers mois de l'année en cours contre 4,9% pour la même période de l'année précédente. Ces évolutions ont exercé davantage de pressions sur le niveau des réserves en devises qui est revenu à 9.740 MDT ou l'équivalent de 94 jours d'importation à la date du 25 octobre 2012 contre 113 jours au terme de l'année 2011.

Sur le plan monétaire, les besoins en liquidité des banques ont continué à s'accroître malgré une certaine amélioration au niveau des recouvrements des crédits, ce qui a amené la Banque Centrale de Tunisie à poursuivre son intervention sur le marché monétaire par l'injection de 5.442 MDT en moyenne par jour au mois d'octobre. Le taux d'intérêt moyen sur ce marché a atteint 4,15% au cours du même mois contre 3,90% en septembre.

Sur le marché des changes, le dinar a enregistré une appréciation de 0,05% et 0,06%, respectivement, vis-à-vis de l'euro et du dollar américain durant le mois d'octobre, une évolution qui reflète la stabilité de la parité entre les deux devises au cours de la période récente, d'une part, et l'amélioration de la liquidité du marché des changes local entraînant une moindre intervention de la Banque centrale sur ce marché, d'autre part.

Pour ce qui est de l'évolution des prix, le glissement annuel de l'indice des prix à la consommation a atteint 5,7% au mois de septembre 2012 contre 5,6% le mois précédent et 3,9% en septembre 2011. Ce rythme ascendant est imputable à la hausse des prix des produits alimentaires et à l'ajustement de ceux de certains produits encadrés. Encore faut-il signaler l'apparition, récemment, de certaines prémices de détente des pressions inflationnistes, mais sans indications confirmant la poursuite de cette tendance au cours des prochains mois.

Concernant l'activité du secteur bancaire, le Conseil a noté l'accroissement des dépôts durant les neuf premiers mois de l'année, avec une amélioration de leur rythme au mois de septembre dernier. Par

contre, la hausse des concours à l'économie s'est poursuivie, quoique à un rythme moins rapide qu'en 2011, concernant surtout les crédits impayés et les crédits accrochés ainsi que les découverts bancaires.

A la lumière de ces évolutions, le Conseil a relevé la poursuite des rencontres entre la Banque Centrale et les dirigeants des banques et a recommandé d'intensifier les consultations avec le système financier et bancaire pour suivre les développements de la conjoncture économique et prendre les mesures nécessaires en temps opportun et d'œuvrer à la consolidation du financement adéquat des secteurs productifs et au soutien de l'activité économique tout en préservant les équilibres financiers à des niveaux acceptables. Le Conseil a également appelé à une meilleure coordination entre les politiques économiques et financières pour améliorer la liquidité de l'économie et a décidé de maintenir inchangé le taux d'intérêt directeur de la Banque Centrale.

(Pour plus de données sur la conjoncture économique et financière, consulter le site web de la Banque Centrale de Tunisie www.bct.gov.tn)

Passant en revue les dernières évolutions de la situation de l'économie nationale Le Conseil a noté la consolidation du rythme de la croissance au cours du troisième trimestre de l'année en cours, pour atteindre 2,6% en glissement annuel, ce qui a porté ce taux à 3% au cours des neuf premiers mois de 2012, en relation, notamment, avec la bonne tenue de l'activité des secteurs de l'agriculture et des services, ainsi que la production minière et de l'énergie. Par ailleurs, les indicateurs récents, à l'instar de la hausse de l'indice de la production industrielle au cours du mois d'août dans la plupart des secteurs et la poursuite de l'amélioration de l'activité touristique et du transport ainsi que la bonne saison agricole, confirment le rétablissement progressif du rythme de l'activité économique.

En revanche, les pressions engendrées par l'atonie de la demande extérieure, continuent à affecter la production et les exportations des industries manufacturières, en raison de la persistance des difficultés économiques et financières dans les principaux pays partenaires de l'Union Européenne.

En ce qui concerne les paiements extérieurs et malgré le recul sensible du rythme de l'évolution des importations au cours du mois d'octobre dernier (3,6% contre 14,8% au terme de septembre) et qui a concerné tant les biens d'équipement que l'énergie et les biens de consommation, l'accélération de ce rythme d'environ dix points de pourcentage en comparaison avec celui des exportations au cours des dix premiers mois de 2012, a eu pour effet le creusement du déficit commercial, pour atteindre 9.890 MDT, et partant l'aggravation du déficit courant à 6,9% du PIB, contre 5,8% durant la même période de l'an passé. Aussi et en dépit de l'importance des entrées de capitaux sous forme d'investissements directs ou d'emprunts extérieurs, ces évolutions ont-ils conduit à la contraction du niveau des avoirs nets en devise au niveau de 9.773 MDT ou l'équivalent de 94 jours d'importation à la date du 26 novembre 2012 contre 113 jours au terme de l'année écoulée.

Sur un autre plan et s'agissant des finances publiques, le Conseil a relevé le ralentissement du rythme d'évolution des investissements publics par rapport aux prévisions budgétaires au titre de l'année 2012, ce qui n'est pas sans incidence sur le taux de croissance attendu pour l'année en cours et sur la liquidité de l'économie, ce qui requiert une accélération du rythme d'exécution du budget de l'Etat, surtout, pour les dépenses d'investissement.

Sur le plan monétaire, la situation de la liquidité bancaire a enregistré une certaine amélioration au cours du mois de novembre courant, en relation essentiellement avec le retour de montants de près de 400 MDT sous forme de billets de banque au système bancaire, entraînant ainsi la contraction de l'intervention de la Banque Centrale sur le marché monétaire au niveau d'une enveloppe quotidienne de 5.197 MDT en moyenne contre 5.442 MDT au cours du mois d'octobre. Le taux d'intérêt moyen sur ce marché s'est établi, jusqu'au 26 novembre, à 4,20% contre 4,15% en octobre.

S'agissant de l'activité du secteur bancaire, l'encours des dépôts a enregistré une progression de 5,4% au cours des dix premiers mois de l'année en cours en comparaison avec la même période de l'an passé. Parallèlement, les concours à l'économie, ont connu, une hausse de 9,7% durant la même période, tout en enregistrant une baisse notable de l'encours des crédits à court terme.

Concernant l'évolution des prix, l'indice général des prix à la consommation a augmenté de 0,8% au cours du mois d'octobre 2012, alors, qu'en glissement annuel, cet indice a connu une baisse pour s'établir à 5,3% au terme du même mois contre 5,7% au mois de septembre passé, sous l'effet, notamment, de la décélération de la hausse des prix des produits alimentaires frais, étant signalé que certains indicateurs provisoires augurent du retour, de nouveau, de la hausse de l'inflation au cours des prochains mois.

A la lumière de ces évolutions, le Conseil a relevé, en particulier, la poursuite des tensions sur l'équilibre des paiements extérieurs et sur les prix, ce qui appelle à plus de vigilance et de suivi des évolutions de la conjoncture nationale et internationale, tout en insistant sur la nécessité d'œuvrer à renforcer les conditions favorables à la reprise de l'activité économique au rythme espéré et à la préservation des équilibres financiers, et a décidé de maintenir inchangé le taux d'intérêt directeur de la Banque Centrale.

(Pour plus de données sur la conjoncture économique et financière, consulter le site web de la Banque Centrale de Tunisie www.bct.gov.tn)

Lors de l'examen des évolutions de la situation économique et financière aux plans mondial et national, le conseil a noté la révision à la baisse, par l'OCDE, des taux de croissance prévus pour 2012 et 2013, dans les principaux pays industrialisés, et la persistance du chômage à des niveaux élevés dans ces pays. En ce qui concerne l'économie nationale, la tendance positive s'est poursuivie avec l'amélioration des indicateurs des secteurs de l'agriculture et des services et plus récemment dans l'industrie, notamment au niveau des industries manufacturières orientées vers l'exportation.

En effet, l'indice de la production industrielle a enregistré, en septembre, une hausse qui a touché la plupart des activités des industries manufacturières (+2,5%) alors que la production de l'énergie a connu un certain repli. Pour leur part, les flux des investissements directs étrangers ont connu une progression de 29% durant les onze premiers mois de l'année en cours. Parallèlement, le taux de chômage global a enregistré, en comparaison avec le trimestre précédent, une baisse de 0,6 point de pourcentage, et ce pour le troisième trimestre consécutif, pour s'établir à 17%. Néanmoins, le taux des chômeurs diplômés de l'enseignement supérieur s'est inscrit en augmentation.

Concernant les échanges commerciaux avec l'extérieur, le conseil a relevé les résultats notables enregistrés au cours du mois de novembre 2012, au cours duquel les exportations ont connu une progression de 34,4% qui a concerné tous les secteurs d'activité, contre 20,1% pour les importations, ce qui s'est traduit par une baisse du déficit commercial d'environ 9%, au cours du même mois.

Aussi, et malgré ces évolutions positives, le déficit courant cumulé a-t-il poursuivi son élargissement de plus de 25% au cours des onze premiers mois de l'année sous l'effet du creusement du déficit commercial, pour se situer à 5.331 MDT ou 7,5% du PIB contre 6,4% au cours de la même période de 2011. Le financement de ce déficit a été assuré grâce à la mobilisation de ressources extérieures importantes sous forme de crédits et de dons ainsi que par les rentrées au titre des investissements directs étrangers, ce qui a permis de consolider le niveau des avoirs nets en devises qui s'est établi, le 25 décembre courant, à 12.151 MDT ou l'équivalent de 115 jours d'importation (contre 113 jours à fin 2011).

S'agissant de l'activité du secteur bancaire, l'encours des dépôts a connu, au cours des 11 premiers mois de l'année 2012, une hausse de 6,2% contre 3,5% l'année dernière, alors que les concours à l'économie ont accusé, au cours de la même période, une décélération pour augmenter de 7,9% contre 12,3%, en relation avec le ralentissement du rythme des investissements. A noter que les crédits à la consommation ont connu, pour leur part, une certaine stabilité.

En conséquence, la situation de la liquidité a enregistré une amélioration au mois de décembre 2012 avec, surtout, la poursuite du retour des billets de banque au secteur bancaire, dépassant 700 MDT, depuis fin août, ce qui a réduit l'intervention de la BCT sur le marché monétaire à 4.253 MDT au 25 décembre contre une moyenne de 5.143 MDT au cours du mois précédent. Sur la période, le taux d'intérêt moyen du marché monétaire, s'est situé à 4,10% contre 4,18% au cours du mois de novembre.

Concernant l'évolution des prix, l'indice général des prix à la consommation s'est accru, jusqu'à fin novembre 2012 à 5,5% en glissement annuel contre 5,3% en octobre, en relation principalement avec la hausse des prix des produits alimentaires.

A la lumière de ces évolutions, le conseil a recommandé de continuer à suivre de près les facteurs influant sur l'équilibre du secteur extérieur et l'évolution des prix, tout en poursuivant la rationalisation du recours des banques au refinancement auprès de la B.C.T et a décidé de maintenir inchangé le taux directeur de la Banque Centrale.

Pour plus de données sur la conjoncture économique et financière, consulter le site web de la Banque Centrale de Tunisie www.bct.gov.tn